

[Texte]

supported other approaches; for example, crop eradication.

• 2050

Would you recommend that further contributions by Canada to the UN Fund for Drug Abuse Control be earmarked for specific purposes; that is, for rural development programs only?

**Dr. Smith:** My recommendation would be to take a balanced look at them; in other words, to do something on the demand reduction side as well as. . . And this we had as part of the expertise we have developed; this Mr. Draper, whom I mentioned earlier, prepared a document for the UN commission on demand reduction and was the instigator of the demand reduction case studies we had set up through this program. So I would say keep the emphasis on demand reduction; it is an expertise we have.

On supply reduction, there we have a problem with CIDA. In other words, they have said that this is their bailiwick and we do not know anything about it, and it is for a project or an area which is. . . that they do not like the idea of our spending their money for development aid that might benefit Canadians. It seems a rather ridiculous sort of attitude to take, but it is the one they have taken all along, ever since the early 1970s. In other words, it has a tainted tone to it, and they do not like it. So we were faced with that, and that is why Health and Welfare has been the lead agency.

Of course, we have also insisted that, with the aid of the RCMP, they do something about illicit assets from the traffic; and there Superintendent Stamler was excellent, because he had just come from the section of the RCMP that dealt with fraud and so forth and knew exactly the intricacies of fiddling bank accounts and so forth.

Therefore, you deal with what you have expertise in, and with what you do not, it is best to let it go into the general funds, because the UN fund does run projects in places such as Thailand and Bolivia, with the consent of the local governments. So I would say a balanced approach is best.

**The Chairman:** Dr. Smith, may I, on behalf of the committee, thank you for your expert testimony tonight. We have enjoyed your presentation and the way you have handled the questions.

The Chair would observe that we do have two pieces of unfinished business, one a housekeeping matter that we would like to have passed tonight, but unfortunately that and your motion, Ms Copps, will have to be stayed over until we have a quorum for a vote. It takes four for a vote.

[Traduction]

l'offre grâce au développement, et cela, contrairement à certains pays qui défendent d'autres démarches, par exemple la destruction des récoltes.

Pensez-vous qu'à l'avenir le Canada devrait réserver une partie des fonds qu'il verse au Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues à des fins précises, c'est-à-dire aux fins des programmes de développement rural exclusivement?

**Dr Smith:** Je pense qu'il faut rechercher un équilibre. Autrement dit, agir du côté de la réduction de la demande et également. . . Pour cela, nous pouvons nous fonder sur notre expérience. Ce M. Draper, dont j'ai parlé tout à l'heure, a préparé un document pour la commission des Nations Unies sur la réduction de la demande et c'est lui qui s'est occupé des études sur la réduction de la demande que nous avons organisées dans le cadre de ce programme. Je pense donc qu'il faut continuer à faire de la réduction de la demande une priorité, car c'est un domaine où nous avons les compétences voulues.

Quant à la réduction de l'offre, nous avons un problème avec l'ACDI. Autrement dit, ils nous ont avertis que c'était leur chasse gardée, que nous n'y connaissons rien et que, lorsqu'un projet ou un secteur. . . bref, ils ne tiennent pas du tout à ce que nous dépensions leur argent pour une forme d'aide au développement qui pourrait profiter aux Canadiens. C'est une attitude qui semble assez ridicule, mais, depuis le départ, dès le début des années 70, c'est l'attitude qu'ils ont maintenue. Autrement dit, c'est une affaire qui a quelque chose de pas très net et cela ne leur plaît pas. Nous nous sommes donc heurtés à cette difficulté et, pour cette raison, la Santé et le Bien-être ont continué à jouer un rôle prépondérant.

Bien sûr, nous avons également insisté pour qu'ils fassent quelque chose au sujet des revenus illicites tirés du trafic, avec l'aide de la GRC, et là, le surintendant Stamler a fait un travail excellent, car il arrivait tout juste du service de la GRC qui s'occupe des fraudes, il savait exactement comment on peut tripoter des comptes bancaires, etc.

Continuons donc à travailler dans le secteur que nous connaissons le mieux et, dans les secteurs qui nous sont moins familiers, il vaut mieux faire confiance aux fonds généraux, car le fonds des Nations Unies a des entreprises en Thaïlande et en Bolivie, avec l'assentiment des gouvernements locaux. Autrement dit, une démarche équilibrée, c'est la meilleure solution.

**Le président:** Monsieur Smith, au nom du Comité, je vous remercie pour cet excellent témoignage. Nous avons beaucoup apprécié votre exposé ainsi que vos réponses.

Le président note que nous avons deux questions en suspens, dont un détail administratif qu'il faudrait régler ce soir, mais, malheureusement, ce détail ainsi que votre motion, madame Copps, devront attendre à un autre jour, car nous n'avons pas le quorum. Nous devons être quatre pour voter.